

NEWS

Bi-mensuel

1-15 février 1989
n° 127

SOLIDARNOŚĆ

ISSN 0771-9388

Editeur responsable : Jerzy Milewski
9, av. de la Joyeuse Entrée, 1040 Bruxelles Belgique

NEGOCIATIONS AUTOUR DE LA TABLE RONDE

L'événement est assurément d'importance. Pour la première fois dans l'histoire, un régime communiste totalitaire reconnaît de facto l'échec aussi bien de son idéologie que de sa propre capacité à gouverner. Devant une économie proche de la ruine, rongée par une inflation galopante et par une écrasante dette extérieure, face à la menace de la colère d'une population enfoncée dans la misère, les dirigeants du parti ont conclu que bientôt, leur propre survie politique pourrait être mise en question. Cette évaluation explique leur mouvement tactique vers un compromis. L'échec de leur doctrine est véritablement spectaculaire. Les slogans traditionnels en vigueur jusqu'il y a quelques mois encore ont depuis été rangés; des représentants du pouvoir vont même jusqu'à déclarer préférer, pour définir leur politique, le mot de "réalisme" à celui de "socialisme".

NSZZ Solidarnosc a toujours affirmé que pour la Pologne, il n'existe qu'une seule voie, celle des négociations. Pendant plus de sept ans, le régime est resté sourd aux appels à la raison lancés par le Syndicat interdit. L'accord soudain des autorités sur l'engagement de la table ronde s'explique par le fait qu'au vu des contraintes intérieures et extérieures, cette tactique leur offre une chance, peut-être ultime, de gagner du temps, tout en conservant le pouvoir. Les autorités espèrent atteindre deux buts essentiels: - préserver le régime en place; - se décharger de leur responsabilité pour la catastrophe économique et écologique où le pays se trouve plongé. Ces objectifs expliquent l'offre faite à NSZZ Solidarnosc de se joindre à une "coalition" gouvernementale où la responsabilité serait partagée mais où le pouvoir réel demeurerait effectivement entre les mains du parti. Pareille offre est totalement paradoxale puisque pendant sept ans de propagande anti-Solidarnosc, le syndicat indépendant s'est vu accusé par le pouvoir d'être un mouvement politique déguisé en syndicat, alors qu'à présent les autorités veulent conditionner la relégislation de NSZZ Solidarnosc en tant que syndicat par son engagement politique au travers d'une représentation restreinte au Parlement, désignée arbitrairement par cooptation. Comme d'autres conditions posées il y a peu par le pouvoir (moratoire de deux ans sur les grèves, abandon du soutien syndical étranger, distanciation par rapport à des éléments dits "extrémistes", ...), cette condition est déplacée, hors de propos; pourtant, le moment venu, NSZZ Solidarnosc ne fuiera pas ses responsabilités.

Ainsi, autour de la table ronde, la prudence est aussi à l'ordre du jour; il ne faut en attendre aucun miracle. Depuis sa création, la population a donné au Syndicat indépendant un mandat clair afin de lutter pour ses droits de vivre et de travailler dignement dans un pays où personne ne serait au-dessus des lois et où celles-ci protégeraient les droits civils et humains. La table ronde est une étape majeure dans la lutte incessante pour honorer ce mandat. Les responsables du Syndicat savent qu'en ces moments d'évidente faiblesse, les autorités sont prêtes à faire des concessions mais chacun saisit aussi que le pouvoir espère par ce biais retrouver une certaine assurance, quitte alors à revenir sur ses engagements. Lech Walesa l'a affirmé clairement, plus personne ne croit aux belles paroles et aux promesses sans lendemain; NSZZ Solidarnosc demande des changements du système et de profondes réformes garanties par des institutions véritablement démocratiques.

EXTRAITS DU DISCOURS INAUGURAL DE LECH WALESA

" (...) La vérité est que les efforts de notre travail ont été et sont gaspillés, que le travail est mal rétribué, que rien ne se déroule normalement. C'est là le résultat d'un mauvais système, le résultat du manque de liberté. Nous sentons encore sur nos épaules le souffle du stalinisme.

possible de vivre en Pologne, afin que les Polonais se sentent les gestionnaires de leur propre pays, afin que notre jeunesse ne fuie pas sa patrie, afin que les agriculteurs n'abandonnent pas leur terre, afin que les ouvriers ne se sentent pas de simples journaliers. (...)

Cela doit changer afin qu'il soit

Il faut commencer par le retour au

4° P. 12007

pluralisme syndical, par le rétablissement de "Solidarnosc". C'est là la principale ligne de conflit national depuis décembre 1981. Nous voulons "Solidarnosc" et nous y avons droit. Je dis cela non seulement en tant que signataire des Accords de Gdansk et président du syndicat indépendant, mais aussi en tant que citoyen de ce pays et électricien des Chantiers de Gdansk. J'ai connu dans mon existence bien des moments d'espoir et d'amertume.

Souvent, j'ai entendu des promesses d'avenir radieux et des appels "aidez-nous" (appel de E. Gierek en 1971-ndlr). Je ne veux plus croire aux paroles. Nous devons avoir notre propre syndicat, selon notre volonté et nos besoins, qui défendra nos intérêts et servira un seul maître - la Pologne. C'est notre principale, et peut-être la seule, garantie pour l'avenir. Un bon syndicat ne s'enferme jamais dans un égoïsme de groupe, il a conscience de sa responsabilité du bien commun, il apporte force et espoir. Un tel syndicat ne menace personne.

Les agriculteurs et les étudiants ont

COMPOSITION DE LA DELEGATION DE NSZZ SOLIDARNOSC A LA TABLE RONDE

Lech Walesa - Président de NSZZ Solidarnosc, **Stefan Bratkowski** (président de l'association indépendante interdite des journalistes - SDP), **Zbigniew Bujak** (président du Syndicat de la région Mazowsze), **Wladyslaw Findeisen** (ancien recteur de la Polytechnique de Varsovie), **Wladyslaw Frasnikiuk** (président du Syndicat de la région Basse Silésie), **Bronislaw Geremek** (conseiller du Syndicat), **Mieczyslaw Gil** (représentant des Aciéries de Nowa Huta à la KKW de NSZZ Solidarnosc), **Aleksander Hall** (vice-président du club politique indépendant "Dziekania"), **Jacek Kuron** (conseiller du Syndicat), **Wladyslaw Liwak** (représentant des Aciéries de Stalowa Wola à la KKW), **Tadeusz Mazowiecki** (conseiller du Syndicat), **Jacek Merkel** (représentant du Comité Inter-entreprises de Gdansk à la KKW), **Adam Michnik** (conseiller du Syndicat), **Alojzy Pietrzyk** (représentant des mineurs de Jastrzebie à la KKW), **Edward Radzewicz** (représentant du Comité Inter-entreprises de Szczecin à la KKW), **Henryk Samsonowicz** (ancien recteur de l'Université de Varsovie), **Andrzej Stelmachowski** (conseiller du Syndicat), **Stanislaw Stomma** (intellectuel catholique, président du club "Dziekania"), **Klemens Szaniawski**

BOGDAN LIS, responsable du département étranger de NSZZ Solidarnosc, a participé à titre d'invité au XVIIe Congrès de Force Ouvrière (CGT-FO) à Paris les 3-4 février. Bogdan Borusewicz, président de la région de Gdansk de NSZZ Solidarnosc, également invité, n'a pu recevoir de passeport des autorités polonaises. Au cours de son séjour en France, B. Lis s'est entretenu avec des responsables des syndicats CFTC, CFDT, FEN, CGC. De passage en Belgique, Bogdan Lis a rencontré des responsables des syndicats belges Willy Peirens, Président-CSC et Jean-Claude Vandermeeren, Secrétaire-National-FGTB, ainsi que Norman Willis, Secrétaire-Général du syndicat anglais TUC, Mathias Hinterscheid, Secrétaire-Général de la CES, ainsi que les Secrétaire-Généraux et responsa-

aussi droit à leur syndicat, nous demandons le retour à l'existence légale aussi bien de "Solidarnosc" des agriculteurs, que de l'Association Indépendante des Etudiants (NZS). (...)

Il doit être clair également que rien ne changera dans l'économie et dans la vie sociale, sans réforme de l'état. Il n'y a qu'une direction. Elle doit mener à un système démocratique, à des gouvernements de droit, à la souveraineté du peuple, à la liberté civile. Si cela ne peut intervenir d'un coup, il faut pourtant commencer. Dans trois domaines: en droit, les tribunaux doivent être véritablement indépendants et justes; les mass-média qui sont presque en totalité contrôlés par un seul parti; au niveau local, à partir de la base, il faut rétablir une véritable autogestion territoriale. (...)

En mai et août de l'an dernier, les ouvriers de Gdansk et Szczecin, de Nowa Huta et Stalowa Wola, les mineurs de Silésie ont dit qu'il n'y a pas de liberté sans "Solidarité". Nous demeurons fidèles à ce slogan."

(professeur d'université), **Jan J. Szczepanski** (président de l'Association des Ecrivains Polonais, interdite), **Edward Sz wajkiewicz** (leader du Syndicat aux Chantiers de Gdansk), **Jozef Slisz** (représentant de NSZZ Solidarnosc des Agriculteurs Individuels), **Witold Trzeciakowski** (économiste), **Jerzy Turowicz** (intellectuel catholique, rédacteur de "Tygodnik Powszechny"), **Andrzej Wielowieyski** (conseiller du Syndicat).

LA DELEGATION DU POUVOIR est conduite par le Ministre de l'Intérieur, le général Kiszczak avec le Président de l'OPZZ, A. Miodowicz.

L'EPISCOPAT polonais est représenté par l'abbé Dembowski et l'abbé Orszulik.

Les négociations sont réparties en trois groupes de travail: Politique économique et sociale - W. Trzeciakowski, Pluralisme syndical - T. Mazowiecki, Réformes politiques - B. Geremek.

D'autres groupes vont être constitués pour débattre de problèmes spécifiques: Réforme juridique, Politique de logement, Industrie minière, Associations agricole et rurale, Pluralisme social, Médias et culture, Soins de santé, Dette extérieure, Ecologie.

bles des confédérations syndicales CISL et CMT.

MORT D'UN PRETRE Le père Stanislaw Suchowolec, 31 ans, vicaire à Bialystok (nord-est du pays) est mort le 30 janvier, victime selon les autorités d'une asphyxie suite à un incendie. Symphatisant actif de NSZZ Solidarnosc, proche du Père Popieluszko assassiné en octobre 84, le Père Suchowolec avait été plusieurs fois agressé par des inconnus ces dernières années. Ses obsèques eurent lieu le 3 février à Bialystok en présence de vingt mille personnes profondément touchées par ce drame survenu dix jours après la mort dans des circonstances également mystérieuses du Père Niedzielak de Varsovie (cfr News n° 126).

VIE SYNDICALE EN POLOGNE

Les négociations de la table ronde constituent bien naturellement le thème essentiel de toutes les conversations parmi les militants du Syndicat. Si les membres de NSZZ Solidarnosc se réjouissent que les discussions débutent enfin, néanmoins, dans les entreprises, l'attitude prépondérante est celle d'une prudente réserve. Les ouvriers gardent des doutes sur les intentions réelles du pouvoir, aussi bien pour le présent que pour le futur proche, quand le Syndicat aura regagné le droit à une existence légale. L'enthousiasme du moment occulte dans une certaine mesure l'importance de la poursuite des activités syndicales à tous les niveaux. A travers tout le pays, les comités d'entreprises du Syndicat se multiplient. On en compte à présent 600 environ.

... en une semaine plus de 50 comités d'entreprise ont été créés ...

L'important est que nombre de ces comités ont été créés dans de petites villes où l'activité syndicale indépendante est souvent plus difficile. Comme notre Syndicat est toujours illégal, les risques pris par les militants demeurent réels; pourtant, les structures syndicales locales et régionales sont renforcées, des centres d'information et d'aide sont ouverts. L'activisme syndical gagne tout le pays. L'aspect majeur de ce processus est qu'il s'agit d'initiatives provenant spontanément de la base, où les travailleurs s'engagent et par des actes et non des mots, affirment fermement leur volonté de constituer le syndicat de leur choix: NSZZ Solidarnosc.

... à la base, les travailleurs construisent leur propre syndicat ...

Cette renaissance de l'activité syndicale intervient sur fond de chaos croissant parmi les apparatchiks du parti. Comme les leaders du parti ont encore à fixer une ligne politique claire et comme la relégation de notre Syndicat leur semble inévitable, les administrateurs d'entreprises paraissent parfois désorientés. Partout, les répressions et les sanctions ont sensiblement diminué mais en aucune manière, elles n'ont disparu: dans toutes les entreprises, les ouvriers ont à lutter durement pour imposer leur présence et leur représentation et les syndicalistes sont encore l'objet de poursuites sous diverses formes (réductions salariales, mutations, licenciements, etc). Pour

l'instant, les directions semblent adopter une attitude d'attente, ignorant ostensiblement les initiatives ouvrières. Les apparatchiks gagnés par l'incertitude ont visiblement peur d'avoir à prendre position; leur hostilité à tout compromis avec NSZZ Solidarnosc demeure. Les deux parties sont conscientes que le temps est venu où leur sort futur se joue. Pour sa part NSZZ Solidarnosc lutte pour la Pologne, pour la libération de décennies de système communiste. S'il ne fait aucun doute pour les membres du Syndicat que le succès viendra, il est clair aussi que la voie vers une Pologne libre et démocratique sera encore longue et tortueuse.

LA VICTOIRE DES CHEMINOTS

L'action de protestation au service des Transports des Aciéries "Lénine" de Nowa Huta a débuté à la mi-novembre (cfr News n°125); elle consistait en un refus du travail contractuel et des heures supplémentaires. La deuxième moitié de décembre fut une période particulièrement difficile - cette forme d'action entraînait une chute importante du revenu des ouvriers, tandis que la direction des transports essayait d'engager des briseurs de grève en leur attribuant des bons d'achat pour des réfrigérateurs et des congélateurs.

Le 16 décembre, le personnel s'est réuni en assemblée. Le Comité d'Organisation de NSZZ Solidarnosc y a proposé trois variantes d'action: la suspension de l'action de protestation, la mise en grève ou la poursuite du boycott des heures supplémentaires. Les ouvriers ont voté cette dernière variante; décidant également que si au 30 décembre, aucune solution n'était trouvée, les transports partiraient en grève.

Interdit, le comité de NSZZ Solidarnosc négocie avec la direction de l'usine et force la victoire des ouvriers.

La direction essaya d'attirer des ouvriers en leur offrant 1.500 z1 par travail à effectuer. Pendant les fêtes de Noël, pour huit heures de travail sur cette base, on pouvait toucher 11.000 z1. Pourtant, les ouvriers ont poursuivi leur action. A l'atelier T-3, celui desservant les haut-fourneaux, deux locomotives seulement circulaient, c-à-d moins que lors de la grève active de décembre 1981.

Le 29 décembre, la direction rencontra enfin le Comité Organisateur de NSZZ Solidarnosc et après cinq heures de négociations, accepta les revendications des travailleurs, essentiellement le relèvement des salaires des cheminots au niveau des autres secteurs des Aciéries "Lénine".

UN ETAT DANS L'ETAT : LA POLICE POLITIQUE

Question: Il nous arrive rarement d'interviewer un officier de la milice. Pourquoi nous parlez-vous ?

Réponse: Il arrive un moment dans la vie où on en a tout simplement assez. De plus, je lis parfois votre journal "PWA" et j'ai confiance en vous. Je crois donc que je ne risque rien.

Q: D'autres miliciens ne veulent pas parler ...

R: Je n'en suis pas si sûr. Beaucoup de fonctionnaires des services de sécurité (SB) et de la milice écoutent les radios occidentales émettant en langue polonaise. Beaucoup lisent la presse clandestine. On pourrait très certainement en trouver d'autres prêts à parler sincèrement. Le département des affaires intérieures n'est pas du tout un monolithe et il y a là des gens divers - certains pensent comme Hodysz (officier de la SB condamné et emprisonné pour collaboration avec NSZZ "Solidarnosc"), d'autres pensent comme Piotrowski (le meurtrier du père Popieluszko).

Q: Et pourquoi ceux qui pensent comme Hodysz ne se décident-ils pas à quitter ce travail ?

R: Ils ont trop à perdre. Un jeune fonctionnaire de milice gagne environ 80 mille zlotys par mois (un peu moins du double de la moyenne nationale), un officier touche environ 150 mille zlotys (trois fois le salaire moyen). Mais il n'y a pas que les salaires. Il y a par exemple des compléments - depuis l'état de guerre, chaque milicien touche 6 mille zlotys de primes par mois; cette année, cette prime a été portée à 10 mille zl. Pour compenser les hausses de prix du printemps 88, les ouvriers ont reçu une augmentation de 6 mille zlotys; moi, j'ai touché un complément d'inflation de 40 mille zlotys par mois. A cela s'ajoute encore l'habillement gratuit - si quelqu'un ne souhaite pas en profiter, il en reçoit l'équivalent en cash. Dans mon cas, cela dépasse les 100 mille zl.

Q: Combien gagnez-vous effectivement ?

R: C'est difficile à dire car le système de rémunération est très compliqué. P.ex., tout fonctionnaire du département et pour chaque membre de sa famille a droit annuellement à 15 mille zl pour la rénovation de son logement. Or, un logement ne se rénove pas chaque année. Si je souhaite construire une maison, je recevrai un demi-million d'aide non-remboursable pour moi et pour chaque membre de ma famille - dans mon cas, cela ferait en tout 2 millions. Et il y a encore beaucoup d'avantages en nature que personne ne compte; p. ex., nous recevons gratuitement du café et du thé. Il n'est pas difficile d'obtenir des bons préférentiels pour une automobile; je ne sais pas si ce système sera maintenu ou s'ils nous donneront à présent des équivalents en monnaie selon les prix des voitures sur le marché "libre", mais de toutes façons, les fonctionnaires du MSW (Ministère de l'Intérieur) n'y perdront pas.

Q: Et les attributions de logements ?

R: Cela dépend des villes où on réside mais il est clair que le délai d'attente est pour nous bien plus court que la moyenne. Les officiers obtiennent un logement quasi immédiatement, généralement bien situé sans parler du confort. Ce n'est pas un secret que les gradés reçoivent une maison individuelle.

Q: C'est donc la poursuite de l'époque de Gierk ?

R: Oui mais à une échelle bien plus grande. Si l'on veut avoir des effectifs loyaux, il faut leur donner quelque chose. Et donc le pouvoir donne, non seulement des logements, voitures, mais aussi d'autres

produits difficilement disponibles dans le commerce: machines à laver, fourrures, tv couleurs, etc.

Q: Qu'en est-il des dessous de table, des pots de vin, des extorsions d'argent aux contrevenants ?

R: Le département lutte contre ce phénomène mais c'est à mon avis sans espoir. Tous prennent de l'argent en noir, de la base au sommet. Aux niveaux supérieurs, on peut toucher quelques centaines de dollars pour "arranger" un dossier, ou pour faciliter la délivrance d'un passeport à une personne compromise dans un commerce illégal ou dans de la contrebande. Les sociétés mixtes de Polonais de l'étranger paient des pots-de-vin, tout comme les entrepreneurs privés. Sur le terrain, on en arrive à des chantages maffieux: tu nous donnes 50 mille zlotys, on te relâche - tu ne paies pas, tu prendras des coups de matraques, tu seras arrêté et tu passeras devant le tribunal. Combien de fois vos collègues de la presse clandestine ne se sont-ils pas rachetés ainsi quand on les prend à transporter des journaux illégaux ?

Q: Il y a encore l'alcool ...

R: Bien sûr, les miliciens de terrain sont constamment mêlés à des fraudeurs d'alcool, à des services de désintoxication, à des distillateurs clandestins. C'est une source colossale de revenus parallèles.

Q: On boit beaucoup dans la milice ?

R: Enormément. Je crois que la moitié du personnel est à la limite de l'alcoolisme. On lutte contre mais on boit de plus en plus. C'est un style de vie dans ce service: tu ne bois pas, tu n'as pas de copains.

Q: Vous avez accès à des magasins réservés ?

R: Un bon repas dans notre cantine nous coûte 100-150 zlotys. On peut y acheter les meilleures qualités de charcuterie que l'on ne trouve pas sur le marché. Il n'y manque jamais de chocolats, d'oranges, de bière. L'approvisionnement dans la distribution normale et dans nos magasins réservés, ce sont deux mondes tout à fait différents. Nous avons nos magasins de viande, alimentaires, textiles, de chaussures. C'est comme un état dans l'état, un commerce parallèle réservé. Nous avons nos services de santé propres au Ministère de l'Intérieur, avec y compris des hôpitaux et pharmacies où on ne manque pas de médicaments. Nous avons nos propres sanatoriums et ce dans les localités les plus attrayantes. Il y a un service d'échanges internationaux; il n'est pas très difficile d'obtenir un voyage en Crimée ou en Bulgarie. En Pologne, nous avons près de cent centres de vacances, pour l'essentiel de haute qualité où on paie cent zlotys par jour. La nourriture y est excellente.

Q: Vous êtes achetés par le système mais on sait que beaucoup de fonctionnaires écoutent les radios occidentales en langue polonaise; certains même en privé sont critiques et se démarquent du pouvoir en l'appelant "eux". D'où proviennent ces attitudes ?

R: Tout individu normal après un certain temps commence à sentir que quelque chose n'est pas comme il faut. On ne peut isoler l'appareil du Ministère de l'Intérieur des contacts avec le reste de la société: il y a la famille, les voisins; on finit par sentir qu'on est traité comme des brebis galeuses. Certains se renferment sur eux-mêmes et font semblant de ne rien voir; d'autres se demandent comment tout cela pourrait finir. Beaucoup comprennent que le jour peut venir où ils nous ordonneront de tirer sur d'autres Polonais. Croyez-moi, il est dur d'y songer.